

LES CHIFFRES

521

Plus de 521 birmans ont été tués par la junte depuis le coup d'Etat du 1er février (au 30/03). Le nombre de morts est sans doute plus élevé, on compte de très nombreux disparus.



1

Quelques jours après le coup d'Etat, la junte a tenté de déplacer 1 milliard de dollars US détenus à la Réserve Fédérale de New York. Les Etats-Unis ont gelé les fonds in extremis.

8

Le 27 mars, 8 pays ont célébré la « Journée nationale de l'armée » aux côtés de la junte : Russie, Chine, Inde, Pakistan, Bangladesh, Vietnam, Laos et Thaïlande. La Russie, grande pourvoyeuse d'armes au régime, s'affiche comme une alliée de premier plan des militaires birmans.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Le peuple birman, seul face à la junte

Alors que la répression s'accroît (chiffres du 30 mars : plus de 521 morts, 2608 détenus, des centaines de blessés et de disparus), le rapporteur spécial de l'Onu sur la Birmanie évoque de probables crimes contre l'humanité. Les images et témoignages qui nous parviennent - en dépit de la coupure d'internet - sont insoutenables. La junte, qui ne recule devant rien, va jusqu'à soustraire des cadavres de victimes dans le but d'effacer les preuves de ses crimes. La journée du 27 mars a été la plus meurtrière : 114 morts, des enfants parmi les victimes, un homme brûlé vif, dans une stratégie délibérée de terreur. La veille, la MRTV, chaîne de télévision détenue par l'Etat, menaçait les manifestants d'être « *abattus d'une balle dans la tête et dans le dos* ». Les birmans continuent, malgré tout, leur lutte inégale... Manifestations, grèves massives, boycott des produits militaires, témoignages... Des milliers d'entre eux ont dû fuir vers la Thaïlande ou en zone rebelle du côté Karen. Très symboliquement, le mouvement de désobéissance civile (CDM) a été nommé pour le Prix Nobel... 2022. Un geste de reconnaissance qui ne suffit pas à infléchir le constat : une fois de plus, la communauté internationale brille par son inaction au sommet.

Le cri d'alarme du rapporteur spécial de l'Onu sur la Birmanie

Tom Andrews, le rapporteur spécial de l'Onu sur la Birmanie, le martèle de plus en plus fort : il est temps pour la communauté internationale de passer à l'action à travers le Conseil de sécurité de l'Onu ou à défaut par la réunion en urgence d'un sommet international. Il craint « *que la communauté internationale n'ait plus que peu de temps pour agir* ». Il appelle notamment à couper l'accès de la junte aux revenus pétroliers et gaziers, et aux armes. « *Les mots de condamnation ou d'inquiétude sonnent franchement creux pour le peuple birman alors que la junte militaire commet des meurtres de masse. Il est plus que temps pour une action solide et coordonnée* ». Alors que la Russie s'affiche comme une alliée de poids de la junte, et une grande pourvoyeuse d'armes, la perspective d'une résolution au niveau du Conseil de sécurité de l'Onu s'éloigne davantage, sans parler du veto chinois. Le levier des revenus gaziers/pétroliers et des armes n'a pas encore été actionné. Quant à l'ASEAN, elle aurait urgemment besoin de peser dans la crise face au géant chinois. Singapour a notamment, en tant que premier investisseur en Birmanie, un rôle important à jouer.

Sanctions ciblées contre la junte : L'UE a un train de retard

Bien avant le coup d'Etat, des experts indépendants de l'Onu ont appelé la communauté internationale à cibler les intérêts économiques de l'armée birmane. En vain. Face à l'escalade de la répression menée par la junte, les Etats-Unis ont adopté des sanctions ciblées contre les 2 conglomérats de l'armée, la MEHL (Myanmar Economic Holdings Limited) et la MEC (Myanmar Economic Corporation). Et Londres vient de placer la MEC sous sanction. La MEHL a des intérêts commerciaux allant de la banque, de la construction et de l'exploitation minière à l'agriculture, au tabac et à l'alimentation. Selon les Etats-Unis, les « *données sur les actionnaires de la MEHL montrent que les bénéficiaires sont systématiquement distribués à l'armée birmane, y compris aux responsables de violations généralisées des droits de l'Homme* ». La MEC a des liens commerciaux avec le secteur des télécommunications « *ainsi qu'avec des entreprises qui fournissent des ressources naturelles à l'armée et exploitent des usines produisant des biens destinés à l'armée* ». L'Union Européenne est en retard. Elle vient de placer 11 individus sous sanctions, parmi lesquels 10 hauts-gradés de l'armée. Mais elle dit devoir modifier la réglementation pour être en mesure de viser des entités, qu'elle devrait sanctionner... en avril. Le Rapporteur spécial de l'Onu sur la Birmanie demande que la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE) soit placée sous sanction internationale. Tout reste à faire en la matière. Pendant ce temps, Total - qui redevient l'un des principaux contributeurs financiers de la junte depuis le coup d'Etat, se réfugie (à tort) derrière l'absence d'action des Etats pour ne pas prendre de mesures de son côté...

Chassés de leur logement, mais toujours en grève

Frontier Myanmar consacre un article aux employés du rail en grève. Ils ont été sommés de renoncer à leur participation au mouvement de désobéissance civile ou de devoir quitter leur logement. Résultat, la plupart des employés ont été chassés de leur logement par les policiers, qui occupent désormais une partie des logements évacués. Frontier Myanmar a visité un monastère à Rangoun qui héberge 150 de ces employés. Les autorités ont tout de même gardé trois conducteurs de train à leur disposition, la junte étant loin de pouvoir remplacer les grévistes comme elle l'affirme... La pression s'est ensuite exercée sur d'autres grévistes : des médecins et des infirmières en grève à l'Hôpital général de Myitkyina dans l'état Kachin ont été expulsés de leurs logements. Le même scénario s'est reproduit dans l'état Shan. Mais les menaces d'éviction proférées par l'armée à l'encontre du mouvement populaire ne fonctionnent pas. « *Personne ne veut travailler sous le règne de la junte.* » « *Nous n'avons rien à perdre.* » « *Que valent nos petits emplois et nos maigres salaires lorsque notre démocratie a été volée?* »

Retour sur les munitions Cheddite (France/Italie)

Nous évoquions le sujet dans notre Newsletter de février : plusieurs sources ont publié des photos de douilles Cheddite (France/Italie) trouvées en pleine répression dans les rues de Mandalay. Depuis, ces mêmes douilles ont été retrouvées dans d'autres localités du pays. Le journaliste indépendant **Guillaume Pajot** a cherché à en savoir davantage. Résultat : Amnesty et Omega Research Foundation ont pu établir que la tête des munitions est fabriquée par Cheddite mais que les balles en plastique et en caoutchouc proviennent de ZSR, une société en Turquie qui assemble le tout. Le paquet du produit turc est surnommé "TRAUMATIC" ! Le journaliste a contacté l'entreprise ZSR : *"nous ne vendons pas à la Birmanie, nous ne sommes pas autorisés à vendre à ce pays, nous ne savons pas comment nos produits sont arrivés là-bas."* Cheddite France : *"j'ai donné votre numéro à mon supérieur"*. Plus de nouvelles. Cheddite Italie : *"Nous sommes au courant, nous ne souhaitons pas communiquer"*. S'il reste à savoir comment ces douilles sont arrivées jusqu'en Birmanie, cette affaire illustre les limites de l'embargo européen sur les armes. Le vendeur final n'était probablement pas soumis à cet embargo. Les entreprises européennes devraient pour le moins insérer une clause dans leurs contrats de vente par laquelle l'acheteur s'engage à ne pas vendre à un pays sous embargo...

Les organisations ethniques armées face au coup d'Etat

Depuis le 11 mars, la Kachin Independence Army (KIA) a lancé une offensive dans l'état Kachin et le nord de l'état Shan. Elle affirme son soutien au peuple et fait l'objet de frappes aériennes. Tout comme la Karen National Union (KNU) depuis le 27 mars, après avoir pris le contrôle d'une base de l'armée dans le district de Papun. En raison des frappes aériennes, plus de 2000 civils ont fui et cherchent à se rendre en Thaïlande, qui les refoulerait. Le 30 mars, Reuters a relayé l'information concernant le déploiement de milliers de militaires dans la région. La KNU en appelle à la communauté internationale. Avant cela, le RCSS avait déclaré que si l'armée continuait à tirer sur les manifestants, les groupes armés ethniques devaient s'unir face à l'ennemi commun. A leur tour, l'Arakan Army (AA) et ses alliées, la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) et la Ta'ang National Liberation Army (TNLA), se disent prêtes à reprendre les combats et à unir leurs forces avec toutes les nationalités pour lutter contre le régime militaire si la répression continue. L'unification des organisations ethniques armées (OEA) en une armée fédérale au service du mouvement pro-démocratie et d'une Union Fédérale est-elle possible ? Ou est-ce le spectre de la guerre civile et du chaos ? Pour Debbie Stothard, de la FIDH, *"la situation risque d'évoluer vers une guerre civile totale"*. *"La junte ne veut rien céder et des contestataires, largement pacifiques jusqu'à présent, sont tentés d'appeler à l'aide des factions armées pour se protéger"*.

FOCUS

“La militarisation de la Birmanie”, 19 mars 2021 - extraits, Progressive Voice



« Il y a de nombreux appels du terrain pour une réponse coordonnée et unifiée de l'ONU et de la communauté internationale afin d'aider à vaincre la junte militaire illégitime. Le Comité représentant le Pyidaungsu Hluttaw (CRPH), en tant que gouvernement légitime pour le peuple du Myanmar, joue un rôle central dans la lutte contre la junte. Le CRPH fait écho aux voix du terrain, telles que le mouvement de désobéissance civile, la génération Z, les comités de grève générale et les organisations de la société civile, pour mettre fin à la junte militaire, parvenir à une démocratie à part entière et abroger la Constitution militaire de 2008 et rédiger une nouvelle Constitution basée sur le fédéralisme.

Sur cette base, le CRPH doit se réunir avec les organisations ethniques armées (EAO) et les chefs de partis politiques ethniques en tant que partenaires égaux, pour élaborer une politique de lutte contre la junte militaire et développer une feuille de route avec une nouvelle vision pour le Myanmar qui soit inclusive et véritablement démocratique. Cela doit également inclure des consultations significatives avec le mouvement de désobéissance civile, la génération Z, les comités de grève générale et les organisations de la société civile. Il faut remédier aux causes profondes de longue date et sous-jacentes de la guerre civile, telles que les politiques d'inégalité et de bamarisation, pour instaurer la confiance, une véritable réconciliation nationale, la cohésion sociale et l'harmonie, s'attaquer aux questions essentielles de justice et de responsabilité, y compris l'obligation pour les auteurs de génocide, crimes contre l'Humanité et crimes de guerre de rendre des comptes, et la reconnaissance de l'identité et la restauration du droit à la citoyenneté des Rohingyas. Les communautés ethniques et religieuses ne doivent pas être perdues dans la multitude des voix - en particulier les Rohingyas et ceux qui ont été marginalisés et persécutés par les mêmes militaires tout au long de l'Histoire, y compris sous le gouvernement dirigé par la LND. Les coalitions doivent être formées dans la solidarité pour établir une démocratie fédérale authentique et inclusive et pour vaincre la junte illégitime une fois pour toutes. »

Total doit cesser de financer la junte

Le 25 mars, des militants d'Extinction Rebellion, d'Info Birmanie et des membres de la Communauté Birmane de France se sont rassemblés devant l'une des tours de Total à La Défense. Par **cette action**, solidaire du peuple birman, ils demandent à Total, redevenu l'un des premiers contributeurs financiers de la junte, de cesser tout paiement à celle-ci jusqu'au retour du gouvernement civil démocratiquement élu.

Signez la pétition lancée par Info Birmanie pour interpellier Total : déjà plus de 2931 signataires !

Pour signer, copiez/collez ce lien dans votre navigateur : https://www.wesign.it/fr/droitshumains/monsieur-patrick-pouyanne-total-doit-cesser-de-financer-la-junte-en-birmanie?fbclid=IwAR2LNAT-Ly8nb86fbcNcuk3re315_AprycmvS3z1g6j6mc6qwDpBMXa7QAs

Le 19 mars, 8 associations françaises (Attac France, Greenpeace France, Les Amis de la Terre France, La Ligue des droits de l'Homme, 350.org, Notre Affaire à Tous, Info Birmanie et Sherpa) ont publié un **communiqué commun** pour interpellier Total et lui demander de placer les millions de dollars US en jeu sur un compte bloqué.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE